

Art. 25. § 1^{er}. Le comptable IPCF externe qui exerce ses activités professionnelles via une personne morale agréée par l'Institut professionnel ne peut utiliser que des documents réservés à ses activités tels que papier à lettres, cartes de visite, notes d'honoraires, documents de travail, plaque et autres médias.

§ 2. Ces documents doivent obligatoirement mentionner :

- le nom et le prénom des comptables IPCF externes qui font partie de l'association ou de la société ainsi que ceux des autres mandataires qui sont autorisés à exercer la profession.

- le titre « comptable agréé IPCF » ou « comptable-fiscaliste agréé IPCF » et le numéro d'inscription au tableau ou le titre « comptable stagiaire IPCF » ou « comptable-fiscaliste stagiaire IPCF » et son numéro d'inscription sur la liste des stagiaires,

- la raison sociale et la forme juridique de l'association ou de la société, ainsi que le numéro d'agrément sous lequel cette personne morale a été inscrite au tableau de l'Institut professionnel.

- toutes les mentions imposées par toutes autres dispositions légales.

§ 3. Ces documents peuvent indiquer une, plusieurs ou toutes les mentions suivantes :

1° le logo de la personne morale agréée;

2° les mentions énumérées à l'article 24, § 3 ci-dessus.

Art. 26. Lorsqu'il pose sa candidature à un mandat électif, le comptable IPCF peut mentionner sa qualité professionnelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 octobre 2013 portant approbation du code de déontologie de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés.

La Ministre des Classes Moyennes, des P.M.E.,
des Indépendants et de l'Agriculture
Mme S. LARUELLE

Art. 25. § 1. De externe boekhouder BIBF die zijn beroepswerkzaamheden uitoefent via een door het Beroepsinstituut erkende rechtspersoon, mag slechts gebruik maken van de daartoe bestemde documenten zoals ondermeer briefpapier, naamkaartjes, ereloonnota's, werkdocumenten het naambord en andere media.

§ 2. Deze documenten moeten verplicht vermelden :

- de naam en voornaam van de externe boekhouders BIBF die deel uitmaken van de vereniging of van de vennootschap alsook deze van de andere mandatarissen die gemachtigd zijn het beroep uit te oefenen.

- de titel « erkend boekhouder BIBF » of « erkend boekhouder-fiscalist BIBF » en het inschrijvingsnummer op het tableau of de titel « stagiair boekhouder of stagiair boekhouder -fiscalist » en zijn inschrijvingsnummer op de lijst van de stagiaires,

- de firmanaam en juridische vorm van de vereniging of vennootschap, alsook het erkenningsnummer waaronder deze rechtspersoon is ingeschreven op het tableau van het Beroepsinstituut.

- alle door alle andere wettelijke bepalingen opgelegde vermeldingen.

§ 3. Deze documenten mogen één, meerdere of alle volgende vermeldingen bevatten :

1° het logo van de erkende rechtspersoon;

2° de hierboven in artikel 24, § 3 opgesomde vermeldingen.

Art. 26. Wanneer de boekhouder BIBF zich kandidaat stelt voor een verkiesbaar mandaat, mag hij zijn beroepshoedanigheid vermelden.

Gezien om gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van 22 oktober 2013 tot goedkeuring van het reglement van plichtenleer van het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten.

De Minister van Middenstand, K.M.O.'s,
Zelfstandigen en Landbouw
Mevr. S. LARUELLE

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29533]

29 AOUT 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les articles 36, 39, alinéa 2, 1°, 41^{quater}, 41^{quater}/1, 41^{quinquies}, 43, § 3, et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2002 organisant l'épreuve d'admission dans les écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu la concertation du 22 février 2013 avec les organisations représentatives des étudiants organisée, conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs du 13 décembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique rendu adopté le 10 janvier 2013;

Vu l'avis n° 53.555/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. décret du 17 mai 1999 : décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;
2. décret du 20 décembre 2001 : décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);
3. décret du 31 mars 2004 : décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités;
4. activités d'enseignement : activités d'enseignement visées par le décret du 17 mai 1999, article 4, alinéa 2;
5. année académique : l'année académique telle que définie dans le décret du 31 mars 2004, article 24;
6. conseil de gestion pédagogique : conseil tel que visé à l'article 16 du décret du 20 décembre 2001;
7. conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique : le conseil supérieur visé par le décret du 17 mai 1999, article 26;
8. cours artistiques, généraux et techniques : classement des cours tel qu'établi dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 classant les cours dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;
9. délégué du Gouvernement : délégué tel que visé à l'article 34bis du décret du 20 décembre 2001;
10. école supérieure des Arts : établissement d'enseignement supérieur artistique visé par le décret du 17 mai 1999;
11. épreuve : ensemble des opérations d'évaluations artistiques, d'évaluations continues et d'examens d'une année d'études;
12. évaluation artistique : évaluation correspondant à un ou plusieurs cours artistiques. Elle est constituée pour 50 % d'une note d'année et pour 50 % de la note du jury;
13. évaluation continue : évaluation réalisée pendant toute la durée de l'année académique;
14. jour ouvrable : un jour ouvrable est à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux l'ensemble des jours calendrier. Si le délai exprimé en jours ouvrables expire un samedi, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;
15. pouvoir organisateur : Pouvoir organisateur tel que défini par le décret du 20 décembre 2001, article 2, § 1^{er}, 3°.

CHAPITRE III. — *Du règlement général des études*

Section 1^{re}. — De l'année académique

Art. 3. Les activités d'enseignement commencent le 15 septembre.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour la première année d'études, les activités d'enseignement commencent au plus tard le 21 septembre.

Lorsque ces dates tombent un samedi ou un dimanche, la rentrée est fixée au lundi suivant.

Art. 4. Les activités d'enseignement, à l'exception des stages prévus dans le décret du 17 mai 1999, article 4, alinéa 2, 3°, et des activités prévues dans le décret du 31 mars 2004, article 22, 3°, sont suspendues :

1. les dimanches et jours fériés suivants : les lundis de Pâques et de la Pentecôte, le jeudi de l'Ascension, le 1^{er} mai et les 1^{er} et 11 novembre;
2. le 27 septembre et le 2 novembre;
3. pendant les vacances d'hiver qui s'étendent sur deux semaines englobant la Noël et le Nouvel an;
4. pendant les vacances de printemps qui s'étendent sur deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire;
5. pendant les vacances d'été qui commencent le 7 juillet et se terminent le 22 août;
6. pendant cinq jours fixés par le Pouvoir organisateur, dans le respect des procédures de concertation.

Art. 5. Le règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts fixe les modalités de vérification et le contrôle des présences.

Section 2. — De l'évaluation des étudiants

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 6. Les examens et les évaluations artistiques sont publics.

L'étudiant qui suit régulièrement les activités d'enseignement du programme de l'année d'études à laquelle il est inscrit, est inscrit aux examens et évaluations artistiques de la première session du fait de son inscription aux cours.

L'étudiant qui est ajourné à l'issue de la première session est inscrit à la seconde session d'examens. Il peut renoncer à ce droit en le notifiant, par écrit, au directeur de l'Ecole supérieure des Arts, au plus tard le premier jour de la seconde session d'examens.

Les horaires des sessions d'examens et de la session d'évaluations artistiques, ainsi que les lieux où se déroulent les examens et les évaluations, sont publiés aux panneaux d'affichage de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard 20 jours ouvrables avant le début de chaque session d'examens et de la session d'évaluations artistiques.

Art. 7. Il est interdit à quiconque de faire subir un examen, de faire partie d'un jury artistique et de participer aux délibérations qui s'ensuivent si l'étudiant est :

1. son conjoint ou son cohabitant;
2. un de ses parents ou un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement;
3. un parent ou allié de la personne visée au point 1. jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 8. § 1^{er}. Les cours artistiques font l'objet d'une évaluation artistique.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le directeur, sur avis du Conseil de Gestion pédagogique, détermine, parmi les cours fixés à l'annexe 1^{ère} du présent arrêté, ceux qui font l'objet d'une évaluation continue.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le directeur, sur avis du Conseil de Gestion pédagogique, détermine, parmi les cours fixés à l'annexe 2 du présent arrêté, ceux qui font l'objet d'un examen.

Les annexes 1 et 2 du présent arrêté sont établies sur avis du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique.

§ 2. Les cours généraux et techniques font l'objet d'un examen.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le directeur, sur avis du Conseil de Gestion pédagogique, détermine les cours généraux et techniques qui font l'objet d'une évaluation continue.

§ 3. Le règlement particulier des études mentionne pour chaque cours s'il fait l'objet d'une évaluation artistique, d'une évaluation continue ou d'un examen.

Art. 9. Le directeur peut refuser la participation à tout ou partie de la session des étudiants qui n'ont pas suivi régulièrement les activités d'enseignement suivant des modalités prévues dans le règlement particulier des études.

Sa décision motivée est notifiée par pli recommandé à l'étudiant au plus tard quinze jours ouvrables avant le commencement des sessions d'examens et de la session d'évaluations par un jury artistique.

Sous-section 2. — Des évaluations artistiques

Art. 10. Par année académique, l'Ecole supérieure des Arts organise une session d'évaluations artistiques au cours du troisième quadrimestre. Cette session se clôture avant le 7 juillet.

Le directeur fixe les dates de début et de clôture de la session d'évaluations par un jury artistique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, des évaluations artistiques peuvent être organisées à d'autres périodes sur avis du Conseil de gestion pédagogique. Cette dérogation doit être prévue dans le règlement particulier des études.

Art. 11. Le règlement d'ordre intérieur des jurys artistiques est fixé par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de Gestion pédagogique transmis par le directeur.

Art. 12. Les jurys artistiques sont composés de membres du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts et, s'il échet, de membres extérieurs. Le nombre de membres ayant voix délibérative d'un jury artistique ne peut être inférieur à trois.

Le jury artistique composé majoritairement de membres du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts est un jury interne. Le jury artistique composé majoritairement de membres extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts est un jury externe.

Pour les évaluations artistiques de la dernière année d'études menant à l'octroi d'un grade de bachelier ou de master, le jury artistique est externe.

Pour les évaluations artistiques des autres années d'études, le directeur détermine, sur avis du Conseil de Gestion pédagogique, si le jury artistique est externe ou interne. Cette mention figure dans le Règlement particulier des études.

Art. 13. Les membres des jurys artistiques externes sont désignés par le directeur, sur avis du Conseil d'option.

Les jurys artistiques externes sont présidés par le directeur ou, en cas d'empêchement, son représentant désigné par le Pouvoir organisateur.

Le président du jury artistique externe a voix consultative.

Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts communique, 15 jours ouvrables au moins avant le début de la session d'évaluations artistiques, au délégué du Gouvernement, le calendrier des évaluations artistiques ainsi que les listes des membres des jurys artistiques externes.

Le professeur responsable du ou des cours artistique(s) pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée participe au jury artistique externe avec voix consultative.

Le Gouvernement peut mandater le délégué du Gouvernement pour assister aux jurys artistiques externes. Celui-ci veille au déroulement régulier des opérations.

Art. 14. Les membres du jury artistique interne sont désignés par le directeur, sur avis du Conseil d'option.

Il désigne éventuellement un secrétaire du jury. Ce dernier ne dispose pas d'une voix délibérative.

Le professeur responsable du cours ou des cours pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée préside le jury interne.

Lorsque l'évaluation est organisée pour un ou plusieurs cours et que plusieurs enseignants en sont responsables, le directeur désigne le président du jury artistique interne sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

Le président du jury artistique interne dispose d'une voix délibérative.

Art. 15. Sauf cas de force majeure appréciée par le Président du jury, les membres du jury artistique sont tenus de participer aux travaux du jury artistique au sein duquel ils ont été désignés.

Art. 16. Les membres du jury artistique évaluent individuellement le travail artistique de l'étudiant et remettent leur note au président du jury artistique.

Art. 17. § 1^{er}. Les délibérations des jurys artistiques ont lieu à huis clos.

Ces délibérations artistiques peuvent modifier la note globale du jury artistique selon des modalités prévues dans le Règlement particulier des études.

Les votes et les notes individuelles de chaque membre du jury artistique sont secrets.

§ 2. Le procès-verbal de la délibération artistique mentionne la composition du jury artistique et les résultats de cette délibération.

Le procès-verbal est daté et signé par le Président et les membres du jury artistique au plus tard à la clôture de la délibération artistique.

§ 3. Les procès-verbaux des jurys artistiques sont conservés par l'Ecole supérieure des Arts pendant une durée de trois ans à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

Art. 18. § 1^{er} L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue, peut participer à cette évaluation artistique au cours de la même session d'évaluations artistiques pour autant que l'organisation de l'Ecole supérieure des Arts le permette et moyennant l'accord du directeur. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente de celle du jury initial.

§ 2. L'étudiant remet le motif légitime visé au paragraphe précédent, par écrit, au directeur, dans les deux jours ouvrables.

§ 3. La légitimité du motif est appréciée par le directeur. Cette décision est notifiée par pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables.

Sous-section 3. — Des examens

Art. 19. Par année académique, l'Ecole supérieure des Arts organise, durant le troisième quadrimestre, deux sessions d'examens. La première se clôture avant le 7 juillet et la seconde débute le 23 août de l'année académique en cours et se termine au plus tard le 14 septembre.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, pour les étudiants inscrits en première année d'études menant au grade de bachelier, l'Ecole supérieure des Arts organise des examens avancés à la fin du premier quadrimestre pour les cours clôturés. Ces examens sont dispensatoires, ils peuvent faire l'objet d'une valorisation mais n'entrent pas en compte en cas d'échec.

Le Directeur fixe les dates de début et de clôture des sessions d'examens.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, des examens peuvent être organisés à d'autres périodes sur avis du Conseil de gestion pédagogique. Cette dérogation doit être prévue dans le règlement particulier des études.

Art. 20. Sur proposition du professeur concerné et par décision du directeur, les examens sont oraux ou écrits. Cette décision est publiée aux panneaux d'affichage de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard 7 jours ouvrables avant le début de la session d'examens.

Art. 21. Sauf cas de force majeure appréciée par le directeur, les enseignants participent à la tenue des examens qui les concernent.

Art. 22. Les copies d'examens sont accessibles aux étudiants pendant un délai de soixante jours ouvrables suivant la date de la clôture de la session d'examens. Les copies d'examens sont conservées par l'Ecole supérieure des Arts pendant trois ans à dater de la fin de la session d'examens à laquelle elles se rapportent.

Art. 23. § 1^{er} L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à un examen à la date prévue, peut participer à cet examen au cours de la même session d'examens pour autant que l'organisation de l'Ecole supérieure des Arts le permette et moyennant l'accord du directeur.

§ 2. L'étudiant remet le motif légitime visé au paragraphe précédent, par écrit, au directeur, dans les deux jours ouvrables.

§ 3. La légitimité du motif est appréciée par le directeur. Cette décision est notifiée par pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables.

Sous-section 4. — Des évaluations continues

Art. 24. Lorsque l'évaluation continue est pratiquée, la note d'année par activité d'enseignement et pour la délibération finale, est constituée de la moyenne des notes attribuées par le responsable de cette activité d'enseignement en cours d'année. Cette note est rattachée à chacune des sessions. Chacune des notes peut avoir une pondération différente. Cette pondération est prévue dans le règlement particulier des études.

Sous-section 5. — Du mémoire

Art. 25. Le règlement particulier des études prévoit si les étudiants doivent présenter et défendre un mémoire.

La présentation et la défense du mémoire sont assimilées à des examens quant à l'organisation de son évaluation.

Lorsque l'étudiant choisit de le présenter uniquement en seconde session, il en avertit par écrit le directeur cinq jours ouvrables avant la date fixée dans le Règlement particulier des études pour le dépôt du mémoire. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme ajourné lors de la délibération de la première session pour autant que les autres conditions pour bénéficier de ce statut soient réunies.

Art. 26. Le directeur désigne, sur proposition de l'étudiant, parmi les membres du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts, le promoteur du mémoire.

Art. 27. L'évaluation du mémoire est faite par un jury composé à cette fin par le directeur sur proposition du promoteur du mémoire. Il doit comporter au moins un membre extérieur à l'Ecole supérieure des Arts. Le nombre de membres du jury ayant voix délibérative ne peut être inférieur à trois.

Le mémoire est communiqué aux membres du jury à la date fixée par le règlement particulier des études.

Sous-section 6. — Des jurys de délibération

Art. 28. Le règlement d'ordre intérieur des jurys de délibération est fixé par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de Gestion pédagogique transmis par le directeur.

Les jurys de délibération sont présidés par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts. En cas d'empêchement, les jurys de délibération sont présidés par un directeur-adjoint, un directeur de domaine ou un délégué désigné par le Pouvoir organisateur.

Le secrétariat des jurys de délibération est organisé par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts. Il désigne le secrétaire de chaque jury de délibération et publie son nom aux panneaux d'affichage de l'Ecole supérieure des Arts avant le début de chaque session. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Le jury de délibération ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des professeurs qui en sont membres sont présents.

Les décisions des jurys de délibération sont prises à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations ont lieu à huis clos.

Art. 29. Sauf cas de force majeure appréciée par le président du jury, les membres du personnel enseignant assistent au jury de délibération qui concerne les étudiants pour lesquels ils ont encadré les activités d'enseignement.

Art. 30. Le président du jury de délibération clôt la délibération dès qu'une décision a été prise au sujet de tous les étudiants.

Art. 31. Les résultats motivés de la délibération sont repris dans un procès-verbal qui mentionne également la composition du jury de délibération.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la clôture de la délibération.

Une copie des procès-verbaux des jurys de délibération est transmise au Gouvernement de la Communauté française, au siège de son administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique - direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique ainsi qu'au Délégué du Gouvernement auprès de l'Ecole supérieure des Arts concernée.

Les procès-verbaux des jurys de délibération sont conservés pendant quarante ans au siège de l'Ecole supérieure des Arts à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

Art. 32. Le président du jury publie, dans les vingt-quatre heures qui suivent la clôture de la délibération, aux panneaux d'affichage de l'école supérieure des Arts, les décisions en mentionnant les nom, prénom et résultats de chaque étudiant.

L'étudiant est présumé avoir pris connaissance de ses résultats au jour d'affichage de ceux-ci.

Section 3. — De la détermination des résultats

Sous-section 1^{re}. — De la pondération des résultats

Art. 33. Pour la détermination des résultats, le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, fixe un coefficient de pondération aux résultats de chaque évaluation artistique, de chaque évaluation continue et de chaque examen.

Ces coefficients sont indiqués dans le règlement particulier des études.

Art. 34. Pour les évaluations artistiques, une note d'année est attribuée par le(s) enseignant(s) responsable(s) du cours. Le Règlement particulier des études fixe à quel moment cette note doit être remise au secrétaire du jury de délibération au plus tard la veille du début de la session d'évaluations artistiques.

La note d'année intervient à concurrence de 50 % de l'évaluation artistique. La note visée à l'article 17, § 1^{er}, constitue le solde.

Sous-section 2. — Des conditions de réussite

Art. 35. § 1^{er}. L'évaluation finale d'un enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20. Le seuil de réussite est de 10 sur 20.

La réussite d'une année d'études est acquise de plein droit à tout étudiant qui a obtenu au moins 10 sur 20 pour chaque enseignement.

§ 2. Pour être admis dans une année d'études, l'étudiant doit avoir réussi l'année d'études qui précède dans le même cursus, sans préjudice des articles 43, 44 et 45 du présent arrêté.

Art. 36. A l'issue de la première session d'examen et de la session d'évaluations artistiques, pour les étudiants ne remplissant pas les conditions d'admission de plein droit, le jury de délibération délibère collégalement et souverainement sur la réussite ou l'ajournement.

Par exception à l'alinéa précédent, l'étudiant qui n'est en échec que pour des cours faisant l'objet d'une évaluation artistique ou d'une évaluation continue, peut être refusé.

L'étudiant ajourné peut se représenter en seconde session.

Art. 37. L'étudiant ajourné est dispensé de représenter en seconde session les examens qu'il a réussis en première session avec au moins 12 sur 20.

La note attribuée en première session pour les évaluations artistiques, pour les stages et pour les travaux pratiques est, pour la délibération des résultats de la seconde session d'examens, reportée à ladite session.

Art. 38. A l'issue de la seconde session d'examen, pour les étudiants ne remplissant pas les conditions de réussite de plein droit, le jury de délibération délibère collégalement et souverainement sur la réussite ou le refus.

Art. 39. Hormis les cas visés par l'article 40, lorsque le jury décide de l'admission, il constate l'acquisition par l'étudiant de l'ensemble des crédits de l'année d'études en cause.

Art. 40. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 38 et à l'exception des années diplômantes de premier cycle dans des études de type court et de deuxième cycle pour des études de type long, le jury de délibération prononce la réussite d'une année d'études dès que l'étudiant y a acquis au moins 48 crédits. Dans ce cas, le solde des crédits doit être intégralement obtenu au cours de l'année d'études suivante. Les crédits résiduels sont délibérés par le jury de délibération de l'année d'études dans laquelle ils sont inscrits.

L'étudiant peut renoncer à ce droit. Ce renoncement doit être signifié par écrit au directeur de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard le 15 octobre.

§ 2. Pour les années diplômantes de premier cycle dans des études de type court et de deuxième cycle pour des études de type long, le jury de délibération prononce la prolongation de la deuxième session d'examens dès que l'étudiant y a acquis au moins 48 crédits. Dans ce cas, le solde des crédits doit être intégralement obtenu avant le 1^{er} février.

Par dérogation, sur avis conforme du jury de délibération, le directeur peut autoriser l'étudiant qui a réussi toutes les évaluations artistiques et les examens figurant au programme de la dernière année d'études, à présenter et à défendre le mémoire jusqu'à une date qui ne peut être postérieure au 31 janvier de l'année académique suivante.

Dans ce cas, la deuxième session d'examens n'est clôturée que lorsque l'étudiant a présenté les examens pour lesquels des crédits devaient encore être acquis.

Le jury de délibération se prononce sur les résultats obtenus par l'étudiant

L'étudiant peut renoncer à ce droit au moyen d'un écrit au directeur de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard le 15 octobre.

§ 3. Par exception aux §§ 1^{er} et 2, le jury ne peut pas prononcer la réussite ou la prolongation de la deuxième session d'examens lorsque les crédits non réussis par l'étudiant figurent sur la liste de cours fondamentaux de l'année.

Cette liste de cours fondamentaux est fixée par le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, au plus tard le 1^{er} décembre de l'année en cours. Cette liste est publiée aux panneaux d'affichages de l'Ecole supérieure des Arts.

§ 4. Par exception au § 2, le jury ne peut pas prononcer la prolongation de la deuxième session d'examens lorsque les crédits non réussis par l'étudiant sont évalués sous la forme d'une évaluation artistique ou d'une évaluation continue.

Sous-section 3. — Des mentions

Art. 41. Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction. Elles s'obtiennent de plein droit si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80 et 90 % du maximum des points et si l'étudiant n'a aucun échec.

Le jury de délibération apprécie si la mention peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 12 sur 20 dans une ou plusieurs activités d'enseignement.

Sous-section 4. — Des dispenses en cas d'échec

Art. 42. § 1^{er}. Au sein d'une année d'études et d'une même Ecole supérieure des Arts, un étudiant qui a été refusé ne doit plus se présenter aux évaluations artistiques, évaluations continues et examens d'un enseignement pour lequel il a obtenu une note d'au moins 12 sur 20 au cours des cinq dernières années académiques. La note ainsi obtenue fait l'objet d'un report.

L'étudiant peut renoncer à ce droit au moyen d'un écrit au directeur de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard le 1^{er} décembre.

§ 2. Au sein d'une année d'études et en cas de changement d'Ecole supérieure des Arts, un étudiant qui a été refusé ne doit plus se présenter aux évaluations artistiques et examens d'un enseignement pour lequel il a obtenu une note d'au moins 12 sur 20 au cours des cinq dernières années académiques. La note ne fait pas l'objet d'un report.

L'étudiant peut renoncer à ce droit au moyen d'un écrit au directeur de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard le 1^{er} décembre.

Section 4. — Des accès et parcours personnalisés

Sous-section 1^{ère}. — De la valorisation des acquis de l'expérience

Art. 43. Sans préjudice de la réussite de l'épreuve d'admission visée à l'article 25 du décret du 17 mai 1999, le directeur, après avis du Conseil de gestion pédagogique, peut valoriser les crédits acquis au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures que les étudiants auraient déjà suivies avec fruit.

Peuvent être valorisés les crédits qui sont considérés comme définitivement acquis dans l'établissement d'enseignement supérieur d'origine.

Un jury peut être désigné par le directeur pour statuer sur la demande de l'étudiant. Ce jury est composé des enseignants qui donnent des cours en liens directs avec la demande de valorisation de crédits.

Art. 44. Le directeur, après avis du Conseil de gestion pédagogique, peut valoriser les crédits correspondants aux savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle.

L'expérience que l'étudiant souhaite valoriser doit correspondre aux savoirs et compétences attendus à l'issue d'un ou plusieurs cours figurant à la grille de cours. Les savoirs et compétences sont analysés et vérifiés par un jury. Ce jury est composé des enseignants qui donnent des cours en liens directs avec la demande de valorisation de crédits.

Art. 45. Les demandes de valorisation des acquis de l'expérience sont introduites avant le 15 octobre.

Pour les cas de valorisation des crédits acquis au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures et pour les cas de valorisation de crédits correspondants aux savoirs et compétences acquis par leur expérience professionnelle, les demandes sont appuyées par des documents probants.

La demande, les documents justificatifs et la décision motivée du directeur sont conservés dans le dossier de l'étudiant.

Sous-section 2. — De la réduction de la durée minimale des études

Art. 46. Conformément à l'article 41quiquies du décret du 20 décembre 2001, le directeur, après avis du Conseil de Gestion pédagogique, peut accorder, aux étudiants qui bénéficient d'une valorisation des acquis de l'expérience suivant les dispositions prévues aux articles 43 et 44, une réduction de la durée minimale des études.

Sous-section 3. — Des crédits par anticipation

Art. 47. Un étudiant qui bénéficie de dispenses peut solliciter du directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, l'autorisation d'acquérir des crédits de l'année d'études supérieure, à concurrence du nombre de crédits dont il est dispensé.

Le directeur fixe le programme de l'étudiant sur base de sa demande qu'il apprécie souverainement en fonction de la cohérence de son programme et des contraintes d'organisation de l'Ecole supérieure des Arts.

L'étudiant introduit sa demande au plus tard le 15 octobre.

Art. 48. Un étudiant qui bénéficie d'une valorisation des acquis de l'expérience visée aux articles 43 et 44 peut solliciter du directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, l'autorisation d'acquérir des crédits de l'année d'études suivante, à concurrence du nombre de crédits dont il est dispensé.

Le directeur fixe le programme de l'étudiant sur base de sa demande qu'il apprécie souverainement en fonction de la cohérence de son programme et des contraintes d'organisation de l'Ecole supérieure des Arts.

L'étudiant introduit sa demande au plus tard le lendemain de la notification de la valorisation des acquis de l'expérience visée aux articles 43 et 44.

Sous-section 4. — De l'étalement des études

Art. 49. A la demande de l'étudiant, le directeur de l'Ecole supérieure des Arts peut autoriser celui-ci à étaler dans le temps les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années d'études prévues au programme.

La demande d'étalement doit être introduite au plus tard le 15 octobre.

Le nombre d'années d'études résultant de l'étalement ne peut être supérieur à deux fois le nombre d'années d'études du cycle.

Lorsque le directeur accueille favorablement la demande de l'étudiant, ils rédigent une convention en deux exemplaires qui comprend la répartition des crédits sur les années d'étalement.

Cette convention est révisable annuellement avant le 15 octobre.

Sous-section 5. — Des jeunes talents

Art. 50. Les Ecoles supérieures des Arts peuvent accueillir, dans le domaine de la Musique, des jeunes talents qui ne remplissent pas les conditions d'accès au 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur, pour autant que :

1. le jeune talent a réussi, dans les mêmes conditions que les autres candidats, l'épreuve d'admission;
2. une convention spécifique à chaque jeune talent a été signée entre l'Ecole supérieure des Arts et l'établissement d'enseignement obligatoire dans lequel le jeune talent est inscrit.

Le jeune talent ne peut suivre, dans l'enseignement supérieur, plus de 40 crédits par an.

Le jeune talent intervient dans le calcul de la partie variable visée à l'article 54, §§ 3 et 4, du décret du 20 décembre 2001 au prorata strict des crédits suivis au cours de l'année considérée.

L'Ecole supérieure des Arts qui inscrit des jeunes talents en application du présent article ne perçoit ni subsides sociaux, ni subsides de fonctionnement pour ces étudiants.

Les crédits suivis par le jeune talent dans l'enseignement supérieur artistique et valorisés par un jury de délibération peuvent donner lieu à des dispenses lorsqu'il satisfait aux conditions fixées par l'article 41, alinéa 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 et s'inscrit dans l'enseignement supérieur artistique.

Les délégués du Gouvernement font rapport annuellement au Gouvernement sur l'application de cette mesure.

Section 5. — Des recours

Sous-section 1^{re}. — Des recours relatifs à une irrégularité dans le déroulement des épreuves

Art. 51. Tout recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement des épreuves est adressé, sous pli recommandé, au secrétaire du jury de délibération, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification des résultats de l'épreuve.

L'introduction du recours peut également être faite par la remise d'un écrit au secrétaire. Dans ce cas, un accusé de réception est délivré.

Art. 52. Le secrétaire du jury de délibération instruit le recours et, au plus tard dans les deux jours ouvrables de sa réception, fait rapport au président du jury de délibération.

Art. 53. Dans le jour ouvrable suivant la réception du rapport, le président du jury de délibération réunit un jury restreint, composé, outre lui-même, de deux membres du jury de délibération choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Ce jury restreint statue séance tenante sur la régularité du déroulement des épreuves, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables.

Sous-section 2. — Des recours relatif au refus d'inscription aux épreuves

Art. 54. L'étudiant dont l'inscription à l'épreuve est refusée peut, dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par pli recommandé auprès du Pouvoir organisateur.

Celui-ci notifie sa décision motivée à l'étudiant dans les cinq jours ouvrables de l'introduction du recours.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 55. Les sous-sections 1^{re}, 3, 4, 5 et 6 de la section 7, chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française sont abrogées.

Art. 56. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé.

Art. 57. Dans l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du 17 juillet 2002 organisant l'épreuve d'admission dans les écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « en première année » et les mots « lorsqu'il n'a pas réussi la première année » sont abrogés.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2013-2014 à l'exception des articles 43 à 48 et 55 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2012-2013.

Art. 59. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 août 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

Annexe 1^{re}. — Cours artistiques ne nécessitant pas d'évaluation par un jury artistique**Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace**

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « bachelier de type court en arts plastiques, visuels et de l'espace », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont les cours artistiques autres que ceux de l'option, tels qu'ils figurent aux articles 2 à 6*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant la liste des cours obligatoires et le nombre d'heures de cours ou d'activités d'enseignement dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « bachelier de type long en arts plastiques, visuels et de l'espace », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont les cours artistiques autres que ceux de l'option, tels qu'ils figurent aux articles 9 à 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité.

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « master en arts plastiques, visuels et de l'espace », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont les cours artistiques autres que ceux de l'option, tels qu'ils figurent aux articles 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité.

Domaine de la musique

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « bachelier en musique », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent aux articles 22 à 28 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans les sections « formation instrumentale », « musique ancienne : formation instrumentale » les cours artistiques autres que le cours d'instrument principal;
- dans les sections « formation vocale » et « musique ancienne : formation vocale », les cours artistiques autres que le cours de chant;
- dans la section « écriture et théorie musicale », les cours artistiques autres que le cours de composition;
- dans l'option « instrument » de la section « jazz et musique légère », les cours artistiques autres que le cours d'instrument principal;
- dans l'option « chant » de la section « jazz et musique légère », les cours artistiques autres que le cours de chant;
- dans la section « musique électroacoustique », les cours artistiques autres que le cours de techniques d'écritures sur support.

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « master en musique » les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent aux articles 30 à 36 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans les sections « formation instrumentale » et « musique ancienne : formation instrumentale » les cours artistiques autres que le cours d'instrument principal;
- dans les sections « formation vocale » et « musique ancienne : formation vocale », les cours artistiques autres que le cours de chant;
- dans l'option « direction d'orchestre » de la section « écriture et théorie musicale », les cours artistiques autres que le cours de direction d'orchestre;
- dans l'option « direction chorale » de la section « écriture et théorie musicale », les cours artistiques autres que le cours de direction chorale;
- dans l'option « composition » de la section « écriture et théorie musicale », les cours artistiques autres que le cours de composition;
- dans l'option « écritures classiques » de la section « écriture et théorie musicale », les cours artistiques autres que le cours d'écritures approfondies;
- dans les options « formation musicale » et « éducation musicale » de la section « écriture et théorie musicale », les cours artistiques autres que le cours d'analyse et écritures ou le cours de créativité musicale ou le cours de direction de chœur;
- dans l'option « instrument » de la section « jazz et musique légère », les cours artistiques autres que le cours d'instrument principal;
- dans l'option « chant » de la section « jazz et musique légère », les cours artistiques autres que le cours de chant;
- dans l'option « composition et arrangement » de la section « jazz et musique légère », les cours artistiques autres que les cours de composition et d'arrangement;
- dans l'option « composition acousmatique » de la section « musique électroacoustique », les cours artistiques autres que les cours de composition acousmatique et de spatialisation;
- dans l'option « composition mixte » de la section « musique électroacoustique », les cours artistiques autres que le cours de composition mixte.

Domaine du théâtre et des arts de la parole

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « bachelier en théâtre et arts de la parole », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent à l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans l'option « art dramatique », les cours artistiques autres que les cours d'art dramatique et de déclamation.

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « master en théâtre et arts de la parole », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans l'option « art dramatique », les cours artistiques autres que le cours d'art dramatique.

Domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « bachelier de type court en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent à l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans l'option « image », les cours artistiques autres que le cours de prise de vues et traitement de l'image;

- dans l'option « son », les cours artistiques autres que le cours de prise et traitement du son;
- dans l'option « montage et scripte », les cours artistiques autres que le cours de montage et pratique scripte;
- dans l'option « multimédia », les cours artistiques autres que le cours de multimédia.

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « bachelier de type long en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent à l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans l'option « réalisation cinéma et radio-télévision », les cours artistiques autres que le cours de réalisation et production du cinéma;
- dans l'option « théâtre et techniques de communication », les cours artistiques autres que le cours d'interprétation et/ou mise en scène théâtrale;
- dans l'option « interprétation dramatique », les cours artistiques autres que le cours d'interprétation dramatique.

Pour les études conduisant à l'obtention du grade de « master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication », les cours artistiques qui ne nécessitent pas une évaluation par un jury artistique sont, tels qu'ils figurent à l'article 46 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 précité :

- dans l'option « cinéma », les cours artistiques autres que le cours de réalisation et production du cinéma;
- dans l'option « radio-télévision-multimédia », les cours artistiques autres que le cours de réalisation et production radio-télévision-multimédia;
- dans les options « théâtre et techniques de communication » et « interprétation dramatique », les cours artistiques autres que le cours d'interprétation et/ou mise en scène théâtrale.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française Bruxelles, le 29 août 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

Annexe 2. — Cours artistiques qui peuvent faire l'objet de deux sessions artistiques, organisées sous la forme d'examens

Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace

Néant

Domaine de la musique

Intitulés générique	Spécialités
Analyse et écriture	
Analyse et écriture	Ecritures
Analyse et écriture	Ecritures approfondies
Analyse et écriture	Analyse approfondie
Analyse jazz	Analyse et relevé de chorus
Analyse jazz	
Analyse perceptive	
Analyse perceptive des rapports son/image	
Approche de l'ethnomusicologie	
Chant d'ensemble	Chant liturgique
Créativité musicale	
Ear-training	
Ecritures	Contrepoint
Ecritures	Fugue
Ecritures	Harmonie
Ecritures	
Education musicale	
Etude du répertoire des musiques mixtes	
Formation aux langages contemporains	
Formation musicale	Chanteurs
Formation musicale	
Harmonie pratique	
Harmonie pratique	Basse continue
Harmonie pratique	Jazz

Intitulés générique	Spécialités
Harmonie	Jazz
Histoire de la lutherie électronique	
Histoire de la musique électroacoustique	
Histoire des dispositifs de traitement en direct	
Histoire du jazz et auditions commentées	
Lecture de transposition	Accordéon
Lecture de transposition	Bois
Lecture de transposition	Bois (musique ancienne)
Lecture de transposition	Cordes frottées
Lecture de transposition	Cordes frottées (musique ancienne)
Lecture de transposition	Cordes pincées (musique ancienne)
Lecture de transposition	Cuivres
Lecture de transposition	Clavecin
Lecture de transposition	Flûte à bec
Lecture de transposition	Guitare
Lecture de transposition	Harpe
Lecture de transposition	Piano
Lecture de transposition	Percussions
Lecture de transposition	Orgue
Lecture de transposition	Tablature
Lecture instrumentale – jazz	Instruments mélodiques
Lecture instrumentale – jazz	Instruments harmoniques
Lecture instrumentale – jazz	Batterie
Lecture instrumentale – jazz	Chant
Rythme – jazz	
Rythmique et mouvement	
Sémiologie musicale appliquée à l'électroacoustique	
Solfège des objets sonores, perception auditive	
Théorie de la musique ancienne	
Tempérament et accord	

Domaine du théâtre et des arts de la parole

Néant

Domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication

Intitulés générique	Spécialités
Dramaturgie et Techniques scéniques	Générales
Formation corporelle	Travail du corps
Formation vocale	Travail de la voix
Interprétation	Générales
Interprétation	Formation gestuelle et corporelle
Production et structures de création	Du cirque
Projets personnels	
Scénographies décors et costumes	De cirque

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française Bruxelles, le 29 août 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29533]

29 AUGUSTUS 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), de artikelen 36, 39, tweede lid, 1°, 41^{quater}, 41^{quater}/1, 41^{quinquies}, 43, § 3 en 46;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 17 juli 2002 houdende organisatie van het examen voor de toelating in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het overleg van 22 februari 2013 met de studentenvereniging, ingericht overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten van 13 december 2012;

Gelet op het advies van de Hoge raad van het hoger kunstonderwijs verleend op 10 januari 2013;

Gelet op het advies nr. 53.555/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :1. het decreet van 17 mei 1999 : het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs;

2. het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

3. het decreet van 31 maart 2004 : het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

4. onderwijsactiviteiten : onderwijsactiviteiten bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999, artikel 4, tweede lid;

5. academiejaar : het academiejaar zoals bepaald in het decreet van 31 maart 2004, artikel 24;

6. pedagogische beheersraad : de raad zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 20 december 2001;

7. hogere raad voor het hoger kunstonderwijs : de hogere raad bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999, artikel 26;

8. kunst-, algemene en technische cursussen : rangschikking van de cursussen zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende rangschikking van de cursussen in de Hogere Kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

9. afgevaardigde van de Regering : de afgevaardigde zoals bedoeld bij artikel 34^{bis} van het decreet van 20 december 2001;

10. hogere kunstschool : inrichting voor hoger kunstonderwijs bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999;

11. proef : geheel van de operaties van kunstevaluatie, voortgezette evaluaties en examens van één studiejaar;

12. artistieke evaluatie : evaluatie die overeenstemt met één of meerdere kunstcursussen. Ze bestaat voor 50% uit jaarpunten en voor 50% uit de punten van de examencommissie;

13. voortgezette evaluatie : evaluatie gedaan gedurende de hele duur van het academiejaar;

14. werkdag : een werkdag is, met uitzondering van de zondagen en de wettelijke feestdagen, alle kalenderdagen. Indien de termijn uitgedrukt in werkdagen op een zaterdag verstrijkt, wordt de termijn tot de volgende werkdag verlengd;

15. inrichtende macht : de inrichtende macht zoals bepaald in het decreet van 20 december 2001, artikel 2, § 1, 3°.

HOOFDSTUK III. — *De algemene regeling van de studies*

Afdeling 1. — Het academiejaar

Art. 3. De onderwijsactiviteiten beginnen op 15 september.

In afwijking van het vorige lid, voor het eerste studiejaar, beginnen de onderwijsactiviteiten ten laatste op 21 september.

Wanneer deze datums op een zaterdag of een zondag vallen, wordt de eerste dag vastgesteld op de eerstvolgende maandag.

Art. 4. De onderwijsactiviteiten, met uitzondering van de stages bedoeld in artikel 4, tweede lid, 3° van het decreet van 17 mei 1999 en van de activiteiten bedoeld in 3° van artikel 22 van het decreet van 31 maart 2004, worden opgeschort :

1. op de volgende zon- en feestdagen : Paasmaandag en Pinksteren, Hemelvaartsdag, 1 mei, 1 en 11 november;
2. op 27 september en 2 november;
3. gedurende de wintervakantie die over twee weken lopen met inbegrip van Kerstmis en Nieuwjaar;
4. gedurende de lentevakantie, die over twee weken loopt en samenvalt met de vakantie van het basis- en secundair onderwijs;
5. gedurende de zomervakantie die op 7 juli begint en op 22 augustus een einde neemt;
6. gedurende vijf dagen vastgesteld door de Inrichtende macht, met inachtneming van de overlegprocedures.

Art. 5. Het afzonderlijk studiereglement van de hogere kunstschool stelt de nadere regels vast voor de aanwezigheidscontrole.

Afdeling 2. — De evaluatie van de studenten

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 6. De examens en de artistieke evaluaties zijn openbaar.

De student die regelmatig de onderwijsactiviteiten van het programma van het studiejaar volgt waarvoor hij ingeschreven is, is ingeschreven voor de artistieke examens en evaluaties van de eerste zitting als gevolg van zijn inschrijving voor de cursussen.

De student die na de eerste zitting uitgesteld wordt, wordt ingeschreven voor de tweede zitting. Hij kan van dat recht afzien door het schriftelijk bekend te maken aan de directeur van de hogere kunstschool, ten laatste de eerste dag van de tweede zitting.

De uurregelingen voor de examens en de artistieke evaluatiezitting, alsmede de plaats van de examens en artistieke evaluaties, worden minstens 20 werkdagen voor het begin van elke zitting en van de artistieke evaluatiezitting op de uithangborden meegedeeld van de hogere kunstschool.

Art. 7. Het is verboden voor elke persoon een examen af te nemen, lid te zijn van een artistieke examencommissie en aan de betrokken beraadslagingen deel te nemen als de student :1. zijn echtgenoot(ote) of samenwonende is;2. een ouder of een aanverwante is tot en met de vierde graad;3. een ouder of een aanverwante is tot en met de vierde graad van de persoon bedoeld bij punt 1.

Art. 8. § 1. De kunstcursussen maken het voorwerp uit van een artistieke evaluatie.

In afwijking van het vorige lid, bepaalt de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, onder de cursussen vastgesteld in bijlage 1 bij dit besluit, de cursussen die het voorwerp uitmaken van een voortgezette evaluatie.

In afwijking van het eerste lid, bepaalt de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, onder de cursussen vastgesteld in bijlage 2 bij dit besluit, de cursussen die het voorwerp uitmaken van een examen.

De bijlagen 1 en 2 bij dit besluit worden op advies van de hoge raad van het hogere kunstonderwijs opgesteld.

§ 2. De algemene en technische cursussen maken het voorwerp uit van een examen.

In afwijking van het vorige lid, bepaalt de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, de algemene en technische cursussen die het voorwerp uitmaken van een voortgezette evaluatie.

§ 3. In het afzonderlijk studiereglement wordt bepaald of een cursus het voorwerp uitmaakt van een artistieke evaluatie, een voortgezette evaluatie of een examen.

Art. 9. De directeur kan de deelneming aan een deel of het geheel van de zitting weigeren voor de studenten die niet regelmatig de onderwijsactiviteiten hebben gevolgd volgens de nadere regels bepaald in het afzonderlijk studiereglement.

Van zijn met redenen omklede beslissing wordt bij aangetekende brief aan de student ten laatste vijftien werkdagen voor het begin van de zittingen en van de evaluatiezitting door een artistieke examencommissie, kennisgegeven.

Onderafdeling 2. — Artistieke evaluaties

Art. 10. Per academiejaar richt de hogere kunstschool één artistieke evaluatiezitting in tijdens het derde kwadrimester. Deze zitting wordt op 7 juli beëindigd.

De directeur bepaalt de datums van begin en einde van de evaluatiezitting door een artistieke examencommissie.

In afwijking van het eerste lid kunnen de artistieke evaluaties op andere periodes ingericht worden op advies van de pedagogische beheersraad. In deze afwijking moet in het afzonderlijk studiereglement voorzien worden.

Art. 11. Het huishoudelijk reglement van de artistieke examencommissies wordt door de inrichtende macht vastgelegd op advies van de pedagogische beheersraad dat door de directeur overgezonden wordt.

Art. 12. De artistieke examencommissies bestaan uit leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschool en, in voorkomend geval, uit externe leden. Het aantal leden die stemgerechtigd zijn in een artistieke examencommissie mag niet minder dan drie bedragen.

De artistieke examencommissie die hoofdzakelijk uit leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschool bestaat, is een interne examencommissie. De artistieke examencommissie die hoofdzakelijk uit niet tot de hogere kunstschool behorende leden bestaat, is een externe examencommissie.

Voor de artistieke evaluaties van het laatste studiejaar dat leidt tot de toekenning van een graad van bachelor of van master, is een externe examencommissie noodzakelijk.

Voor de artistieke evaluaties van de andere studie jaren bepaalt de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, of de artistieke examencommissie extern of intern moet zijn. Deze vermelding wordt in het afzonderlijk studiereglement opgenomen.

Art. 13. De leden van de externe examencommissies worden aangesteld door de directeur, op advies van de raad voor studierichting.

De directeur van de hogere kunstschool of, als hij verhinderd wordt, zijn afgevaardigde aangesteld door de Inrichtende macht, zit de externe artistieke examencommissies voor.

De voorzitter van de externe examencommissie heeft een raadgevende stem.

De directeur van de hogere kunstschool deelt minstens vijftien werkdagen voor het begin van de artistieke evaluatiezittijd, aan de afgevaardigde van de Regering, de kalender mee van de artistieke evaluaties alsmede de lijsten van de leden van de externe artistieke examencommissies.

De hoogleraar die verantwoordelijk is voor de artistieke cursus(sen) waarvoor de evaluatie georganiseerd wordt, neemt deel aan de externe artistieke examencommissie.

Hij beschikt over een raadgevende stem.

De Minister mag één vertegenwoordiger van de Regering afvaardigen voor het bijwonen van de externe artistieke examencommissies. Deze vertegenwoordiger zorgt voor het regelmatig verloop van de verrichtingen.

Art. 14. De leden van de interne artistieke examencommissie worden door de directeur aangesteld op advies van de raad van studierichting.

Hij mag een secretaris van de examencommissie aanstellen. Deze secretaris is niet stemgerechtigd.

De hoogleraar die verantwoordelijk is voor de artistieke cursus(sen) waarvoor de evaluatie georganiseerd wordt, zit de interne examencommissie voor.

Hij beschikt over een raadgevende stem.

Wanneer de evaluatie georganiseerd wordt voor een of meerdere cursussen en meerdere hoogleraren ervoor verantwoordelijk zijn, stelt de directeur de voorzitter van de interne artistieke examencommissie aan op advies van de pedagogische beheersraad.

De voorzitter van de interne artistieke examencommissie is stemgerechtigd.

Art. 15. Behoudens bij overmacht die door de voorzitter van de examencommissie aangenomen moet worden, worden de leden van de artistieke examencommissie ertoe gehouden aan de werkzaamheden van de artistieke examencommissie binnen welke ze aangewezen werden, deel te nemen.

Art. 16. De leden van de artistieke examencommissie evalueren individueel het artistieke werk van de student en geven hun punten aan de voorzitter van de artistieke examencommissie.

Art. 17. § 1. De beraadslagingen van de artistieke examencommissies verlopen met gesloten deuren.

Deze beraadslagingen kunnen het totaal van de punten gegeven door de artistieke examencommissie wijzigen volgens de nadere regels bepaald in het afzonderlijk studiereglement.

De stemmen en de individuele punten van ieder lid van de artistieke examencommissie blijven geheim.

§ 2. Het proces-verbaal van de artistieke beraadslaging vermeldt de samenstelling van de artistieke examencommissie en de resultaten van deze beraadslaging.

Het proces-verbaal wordt gedateerd en getekend door de Voorzitter en de leden van de artistieke examencommissie, ten laatste bij de sluiting van de artistieke beraadslaging.

§ 3. De processen-verbaal van de artistieke examencommissies worden bewaard door de hogere kunstschool gedurende drie jaar vanaf het einde van het betrokken academiejaar.

Art. 18. § 1. De student, die om wettige redenen niet op de vastgestelde datum aan een artistieke evaluatie kan deelnemen, mag aan deze artistieke evaluatie deelnemen in de loop van dezelfde artistieke evaluatiezittijd voor zover de organisatie van de school het toelaat en mits toestemming van de betrokken directeur. In dat geval kan de samenstelling van de artistieke examencommissie verschillen van de oorspronkelijke examencommissie.

§ 2. Binnen de twee werkdagen dient de student de wettige reden bedoeld bij het vorige lid, schriftelijk, bij de directeur in.

§ 3. De wettigheid van de reden wordt door de directeur beoordeeld. Van deze beslissing wordt per aangetekende brief binnen de drie werkdagen aan de student kennisgegeven.

Onderafdeling 3. — De examens

Art. 19. Per academiejaar organiseert de hogere kunstschool, gedurende het derde kwadrimester, twee zittijden. De eerste zittijd eindigt voor 7 juli en de tweede begint op 23 augustus van het lopende academiejaar en eindigt ten laatste op 14 september.

Bij uitzondering op het eerste lid, voor de studenten die voor het eerste jaar van de studies die leiden tot de graad van bachelor ingeschreven zijn, organiseert de hogere kunstschool vervroegde examens op het einde van het eerste kwadrimester voor de gesloten cursussen. Deze examens geven aanleiding tot een vrijstelling en kunnen in aanmerking worden genomen maar worden niet in aanmerking genomen als de studenten ze niet slagen.

De directeur stelt de begin- en einddata van de zittijden vast.

In afwijking van het eerste lid kunnen de artistieke evaluaties op andere periodes ingericht worden op advies van de pedagogische beheersraad. Deze afwijking moet in het afzonderlijk studiereglement bepaald worden.

Art. 20. Op de voordracht van de betrokken hoogleraar en bij beslissing van de directeur worden de examens ofwel mondeling ofwel schriftelijk ingericht. Hij maakt deze beslissing bekend op de uithangborden van de hogere kunstschool ten laatste 7 werkdagen vóór het begin van de zittijd.

Art. 21. Behoudens bij overmacht die door de directeur aangenomen moet worden, nemen de hoogleraar deel aan de examens waarbij ze betrokken zijn.

Art. 22. De exemplaren van de examens liggen ter beschikking van de studenten gedurende een termijn van zestig werkdagen volgend op de afsluitingsdatum van de examenzittijd. De exemplaren van de examens worden bewaard door de hogere kunstschool gedurende drie jaar vanaf het einde van de betrokken examenzittijd.

Art. 23. § 1. De student, die om wettige redenen niet op de vastgestelde datum aan een artistieke evaluatie kan deelnemen, mag aan deze artistieke evaluatie deelnemen in de loop van dezelfde artistieke evaluatiezittijd voor zover de organisatie van de school het toelaat en mits toestemming van de betrokken directeur. In dat geval kan de samenstelling van de artistieke examencommissie verschillen van de oorspronkelijke examencommissie.

§ 2. Binnen de twee werkdagen dient de student de wettige reden bedoeld bij het vorige lid, schriftelijk, bij de directeur in.

§ 3. De wettigheid van de reden wordt door de directeur beoordeeld. Van deze beslissing wordt per aangetekende brief binnen de drie werkdagen aan de student kennisgegeven.

Onderafdeling 4. — Voortgezette evaluaties

Art. 24. In geval van voortgezette evaluatie bestaan de jaarpunten per onderwijsactiviteit en voor de eindberaadslaging uit het gemiddelde van punten toegekend door de verantwoordelijke voor deze onderwijsactiviteit gedurende het jaar. Deze punten wordt bij elke zittijd gevoegd. Deze verscheidene punten kunnen verschillend gewogen worden. Deze weging wordt in het afzonderlijk studiereglement bepaald.

Onderafdeling 5. — De eindverhandeling

Art. 25. Het afzonderlijk studiereglement bepaalt of de studenten een eindverhandeling moeten voorstellen en verdedigen.

De voorstelling en de verdediging van een eindverhandeling wordt gelijkgesteld met examens wat betreft de inrichting van de evaluatie ervan.

Wanneer de student beslist deze eindverhandeling enkel tijdens de tweede zittijd voor te stellen, bericht hij er de directeur schriftelijk van vijf werkdagen vóór de datum bepaald voor het indienen van de eindverhandeling in het afzonderlijk studiereglement. Voor de beraadslaging van de eerste zittijd zal hij als uitgesteld beschouwd worden voor zover hij aan de andere voorwaarden voldoet om in aanmerking te komen voor dit statuut.

Art. 26. De directeur stelt, op voorstel van de student, onder de leden van het onderwijzend personeel, de promotor van de eindverhandeling aan.

Art. 27. De evaluatie van de eindverhandeling wordt door een examencommissie gevoerd die daartoe samengesteld wordt door de promotor van de eindverhandeling. Zij moet samengesteld zijn uit minstens één lid buiten de hogere kunstschool. Het aantal stemgerechtigde leden van de examencommissie kan niet minder dan drie bedragen.

De eindverhandeling wordt aan de leden van de examencommissie meegedeeld op de datum vastgesteld in het afzonderlijk studiereglement.

Onderafdeling 6. — De beraadslagende examencommissies

Art. 28. De Inrichtende macht stelt op advies van de pedagogische beheersraad overgezonden door de directeur, het huishoudelijk reglement op van de beraadslagende examencommissies.

De beraadslagende examencommissie worden door de directeur van de hogere kunstschool voorgezeten. Bij verhinderd worden de beraadslagende examencommissies door een adjunct-directeur voorgezeten, een domeindirecteur of een afgevaardigde aangewezen door de Inrichtende Macht.

Het secretariaat van de beraadslagende examencommissies wordt door de directeur van de hogere kunstschool ingericht. Hij wijst de secretaris aan van elke beraadslagende examencommissie en maakt zijn naam bekend op het uithangbord van de hogere kunstschool vóór het begin van iedere zittijd. De secretaris is niet stemgerechtigd.

De beraadslagende examencommissie kan enkel geldig beraadslagen en beslissen indien meer dan de helft van de hoogleraren die er lid van zijn, aanwezig is.

De beslissingen van de beraadslagende examencommissies worden genomen met de meerderheid van stemmen van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De beraadslagingen gebeuren met gesloten deuren.

Art. 29. Behoudens bij overmacht bepaald door de Voorzitter van de examencommissie, zijn de leden van het onderwijzend personeel ertoe gehouden aan de beraadslagende examencommissies deel te nemen die de studenten betreffen wier onderwijsactiviteiten zij hebben omkaderd.

Art. 30. De voorzitter van de beraadslagende examencommissie sluit de beraadslaging af zodra een beslissing genomen is voor het geheel van de studenten.

Art. 31. De met redenen omklede uitslagen van de beraadslaging worden in een proces-verbaal opgenomen waarin ook de samenstelling van de beraadslagende examencommissie vermeld wordt.

De proces-verbalen worden door de voorzitter en de secretaris getekend ten laatste binnen de drie werkdagen na de afsluiting van de beraadslaging.

Een afschrift van de proces-verbalen van de beraadslagende examencommissies wordt aan de Regering van de Franse Gemeenschap, aan de zetel van het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek - Algemene Directie voor niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek alsook aan de Afgevaardigde van de Regering bij de betrokken hogere kunstschool overgezonden.

De proces-verbalen van de beraadslagende examencommissies worden gedurende veertig jaar op de zetel van de hogere kunstschool bewaard vanaf het einde van het betrokken academiejaar.

Art. 32. De voorzitter van de examencommissie maakt, binnen de vierentwintig uur na de afsluiting van de beraadslaging, de beslissingen op het uithangbord van de hogere kunstschool bekend, met vermelding van de naam, voornaam en uitslag van elke student.

De student wordt verondersteld van zijn resultaten kennis te hebben genomen de dag waarop ze op het uithangbord voorkomen.

*Afdeling 3. — Bepaling van de resultaten**Onderafdeling 1. — De weging van de resultaten*

Art. 33. Voor het bepalen van de resultaten stelt de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, een wegingcoëfficiënt op voor de resultaten van elke artistieke evaluatie, elke voortgezette evaluatie en elk examen.

Deze coëfficiënten worden in het afzonderlijk studiereglementsermeld.

Art. 34. Voor de artistieke evaluaties worden jaarpunten toegekend door de hoogleraar (-ren) die verantwoordelijk is (zijn) voor de cursus. Het afzonderlijk studiereglement bepaalt wanneer deze punten aan de secretaris van de beraadslagende examencommissie gegeven moeten worden ten laatste op de vooravond van het begin van de zitting van artistieke evaluaties.

De jaarpunten tellen voor 50% van de artistieke evaluatie. De punten bedoeld bij artikel 17, § 1, zijn het saldo.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor het slagen

Art. 35. § 1. De eindevaluatie van een onderwijs wordt uitgedrukt in de vorm van punten tussen 0 en 20. Om te slagen moeten 10 punten op 20 behaald worden.

Het slagen voor een studiejaar wordt van rechtswege verworven door elke student die minstens 10 op 20 voor ieder onderwijs heeft bekomen.

§ 2. Om toegelaten te worden tot een studiejaar moet de student voor het vorige studiejaar in dezelfde cursus geslaagd zijn, onverminderd de bepalingen van de artikelen 43, 44 en 45 van dit besluit.

Art. 36. Op het einde van een eerste zitting en van de zitting voor artistieke evaluaties, voor de studenten die niet aan de voorwaarden voldoen om van rechtswege toegelaten te worden, beraadslaagt en beslist de beraadslagende examencommissie collegiaal en soeverein over het slagen of het uitstellen van de student.

Bij uitzondering op het vorige lid kan de student die enkel niet geslaagd is voor cursussen die het voorwerp uitmaken van een artistieke evaluatie of een voortgezette evaluatie, afgewezen worden.

De uitgestelde student kan een tweede zitting afleggen.

Art. 37. De uitgestelde student wordt vrijgesteld van het opnieuw afleggen van de examens waarvoor hij tijdens de eerste zitting geslaagd was met minstens 12 punten op 20.

De punten toegekend tijdens de eerste zitting voor de artistieke evaluaties, voor de stages en voor de praktische activiteiten worden, voor de beraadslaging van de resultaten van de tweede zitting, overgenomen.

Art. 38. Op het einde van een tweede zitting, voor de studenten die niet aan de voorwaarden voldoen om van rechtswege toegelaten te worden, beraadslaagt en beslist de beraadslagende examencommissie collegiaal en soeverein over het slagen of het afwijzen van de student.

Art. 39. Behoudens de gevallen bedoeld bij artikel 40, wanneer de examencommissie tot de toelating beslist, stelt zij de verwerving door de student vast van het geheel van de studiepunten van het betrokken studiejaar.

Art. 40. § 1. In afwijking van artikel 38 en met uitzondering van de jaren die tot een diploma aanleiding geven van de eerste cyclus in studies van het korte type en van de tweede cyclus voor studies van het lange type, spreekt de beraadslagende examencommissie het slagen voor een studiejaar uit zodra de student minstens 48 studiepunten heeft verworven. In dat geval moet het saldo van de studiepunten integraal gedurende het volgende studiejaar verworven worden. De overblijvende studiepunten worden door de beraadslagende examencommissie van het studiejaar waarvoor ze ingeschreven zijn, beraadslaagd.

De student kan van dit recht afzien. Van dit afzien moet schriftelijk aan de directeur van de hogere kunstschool ten laatste op 15 oktober kennis worden gegeven.

§ 2. Voor de jaren die tot een diploma aanleiding geven van de eerste cyclus in studies van het korte type en van de tweede cyclus voor studies van het lange type, spreekt de beraadslagende examencommissie de verlenging van de tweede zitting uit zodra de student er minstens 48 studiepunten heeft verworven. In dat geval, moet het saldo van de studiepunten vòòr 1 februari integraal verworven zijn.

In afwijking daarvan, op eensluidend advies van de beraadslagende examencommissie, kan de directeur de student ertoe machtigen, als deze voor alle artistieke en examens op het programma van het laatste studiejaar geslaagd is, de eindverhandeling voor te stellen en te verdedigen tot een datum die niet na 31 januari van het volgende academiejaar kan plaatsvinden.

In dat geval wordt de tweede zitting enkel afgesloten als de student de examens heeft afgelegd waarvoor de studiepunten nog verworven moesten worden.

De beraadslagende examencommissie spreekt zich over de door de student verworven resultaten.

De student kan schriftelijk van dit recht afzien door een brief te sturen aan de directeur van de hogere kunstschool ten laatste op 15 oktober.

§ 3. Bij uitzondering op de paragrafen 1 en 2 kan de examencommissie zich niet uitspreken over het slagen of de verlenging van de tweede zitting wanneer de door de student niet-verworven studiepunten op de lijst voorkomen van de basiscursussen van het jaar.

Deze lijst basiscursussen wordt door de directeur bepaald, op advies van de pedagogische beheersraad, ten laatste op 1 december van het lopende jaar. Deze lijst wordt op het uithangbord van de hogere kunstschool bekend gemaakt.

§ 4. Bij uitzondering op paragraaf 2 kan de examencommissie zich niet uitspreken over de verlenging van de tweede zitting wanneer de door de student niet-verworven studiepunten in de vorm van een artistieke evaluatie of een voortgezette evaluatie worden geëvalueerd.

Onderafdeling 3. — Vermeldingen

Art. 41. De vermeldingen zijn voldoening, onderscheiding, grote onderscheiding en grootste onderscheiding en worden van rechtswege behaald als het globaal resultaat van de student respectievelijk 60, 70, 80, 90 % behaalt van het maximum aantal punten en als de student voor geen enkel examen gezakt is.

De beraadslagende examencommissie bepaalt of de vermelding toegekend mag worden wanneer de student minder dan 12 op 20 behaald heeft voor een of meerdere onderwijsactiviteiten.

Onderafdeling 4. — Vrijstellingen voor de student die zakt

Art. 42. § 1. Binnen één studiejaar en eenzelfde hogere kunstschool moet een student die afgewezen werd de artistieke evaluaties, de voortgezette evaluaties en de examens van een cursus niet meer afleggen als hij punten ervoor van minstens 12 op 20 heeft behaald gedurende de laatste vijf academiejaren. De aldus bekomen punten worden overgedragen.

De student kan schriftelijk van dit recht afzien door een brief te sturen aan de directeur van de hogere kunstschool ten laatste op 1 december.

§ 2. Binnen eenzelfde studiejaar en in geval van verandering van hogere kunstschool, moet een student die afgewezen werd de artistieke evaluaties, de voortgezette evaluaties en de examens van een onderwijs niet meer afleggen als hij punten ervoor van minstens 12 op 20 heeft behaald gedurende de laatste vijf academiejaren. De bekomen punten worden niet overgedragen.

De student kan schriftelijk van dit recht afzien door een brief te sturen aan de directeur van de hogere kunstschool ten laatste op 1 december.

Afdeling 4. — Toegang en geïndividualiseerd programma

Onderafdeling 1. — Valorisatie van de verworven ervaring

Art. 43. Onverminderd het slagen voor de toegangsproof bedoeld bij artikel 25 van het decreet van 17 mei 1999, kan de directeur, na advies van de pedagogische beheersraad, de studiepunten in aanmerking nemen die verworven werden tijdens hogere studies of gedeelten van hogere studies die door de studenten al met vrucht gevolgd zouden zijn.

Kunnen gevaloriseerd worden de studiepunten die definitief verworven zijn in de oorspronkelijke inrichting voor hoger onderwijs.

Een examencommissie kan door de directeur aangesteld worden om een beslissing te nemen over de aanvraag van de student. Deze examencommissie bestaat uit de hoogleraren die les geven voor cursussen die direct verband houden met de aanvraag om studiepunten in aanmerking te nemen.

Art. 44. Na advies van de pedagogische beheersraad, kan de directeur de studiepunten die overeenstemmen met de kennis en de competenties van de studenten verworven door hun persoonlijke of beroepservaring, in aanmerking nemen.

De ervaring die de student in aanmerking wenst te laten nemen, moet overeenstemmen met de kennis en competenties verwacht op het einde van één of meerdere cursussen die op het cursussenschema voorkomen (-komt). De kennis en de competenties worden geanalyseerd en nagegaan door een examencommissie. Deze examencommissie bestaat uit de hoogleraren die les geven voor cursussen die direct verband houden met de aanvraag om studiepunten in aanmerking te laten nemen.

Art. 45. De aanvragen om inaanmerkingneming van de verworven ervaring worden vóór 15 oktober ingediend.

Voor de gevallen van studiepunten die verworven werden tijdens hogere studies of gedeelten van hogere studies en voor de gevallen van inaanmerkingneming van studiepunten die overeenstemmen met de kennis en de bekwaamheden verworven door hun beroepservaring, worden de aanvragen door relevante documenten gestaafd.

De aanvraag, de bewijsstukken en de met redenen omklede beslissing van de directeur worden in het dossier van de student bewaard.

Onderafdeling 2. — Verkorting van de minimale duur van de studies

Art. 46. Overeenkomstig artikel 41 *quinquies* van het decreet van 20 december 2001, kan de directeur, na advies van de pedagogische beheersraad, aan de studenten die een inaanmerkingneming van de verworven ervaring volgens de bepalingen bedoeld bij de artikelen 43 en 44 genieten, een verkorting van de minimale duur van de studies toekennen.

Onderafdeling 3. — Studiepunten door vervroeging

Art. 47. Een student die vrijstellingen geniet, kan, op advies van de pedagogische beheersraad, bij de directeur de toestemming vragen om studiepunten van het hogere studiejaar te behalen, ten belope van het aantal studiepunten waarvan hij vrijgesteld wordt.

De directeur bepaalt het programma van de student op basis van zijn aanvraag die hij soeverein evalueert in functie van de coherentie van zijn programma en de vereisten inzake organisatie opgelegd aan de hogere kunstschool.

De student dient zijn aanvraag in ten laatste op 15 oktober.

Art. 48. Een student die een inaanmerkingneming van de verworven ervaring bedoeld bij de artikelen 43 en 44 geniet, kan, op advies van de pedagogische beheersraad, bij de directeur de toestemming vragen om studiepunten van het volgende studiejaar te behalen, ten belope van het aantal studiepunten waarvan hij vrijgesteld wordt.

De directeur bepaalt het programma van de student op basis van zijn aanvraag die hij soeverein evalueert in functie van de coherentie van zijn programma en de vereisten inzake organisatie opgelegd aan de hogere kunstschool.

De student dient zijn aanvraag in ten laatste de dag na de kennisgeving van de inaanmerkingneming van de verworven ervaring bedoeld bij de artikelen 43 en 44.

Onderafdeling 4. — Verspreiding van de studies

Art. 49. Op aanvraag van de student kan de directeur van de hogere kunstschool hem toelaten om het onderwijs van een studiecycclus in de tijd te verspreiden over een aantal academiejaren dat hoger is dan het aantal studiejaar bepaald in het programma.

De aanvraag tot verspreiding moet ten laatste op 15 oktober ingediend worden.

Het aantal studiejaar voortvloeiend uit de verspreiding mag niet hoger zijn dan twee keer het aantal studiejaar van de cycclus.

Wanneer de directeur een gunstig advies verleent over de aanvraag van de student, stellen ze een overeenkomst in twee exemplaren op die de verdeling van de studiepunten over de verspreidingsjaren omvat.

Deze overeenkomst kan jaarlijks worden herzien vóór 15 oktober.

Onderafdeling 5. — Jonge talenten

Art. 50. De hogere kunstschole, op het gebied van de muziek, kunnen jonge talenten ontvangen die aan de voorwaarden niet beantwoorden voor de toegang tot de eerste cyclus van het hoger onderwijs onder de volgende voorwaarden: 1° het jonge talent is geslaagd, onder dezelfde voorwaarden als de andere kandidaten, voor de toelatingsproef; 2° een overeenkomst die eigen is aan elk jong talent, werd ondertekend tussen de hogere kunstschool en de inrichting voor leerplichtonderwijs waarin het jonge talent is ingeschreven.

Het jonge talent mag in het hoger onderwijs niet meer dan 40 studiepunten per jaar volgen.

Het jonge talent telt mee in de berekening van het variabele gedeelte bedoeld in artikel 54, § 3 en § 4 van het decreet van 20 december 2001, naar strikte rata van de studiepunten gevolgd tijdens het betrokken jaar.

De hogere kunstschool die jonge talenten inschrijft met toepassing van dit artikel, krijgt geen sociale subsidies en geen werkingssubsidies voor deze studenten.

De studiepunten gevolgd door het jonge talent in het hoger kunstonderwijs en in aanmerking genomen door een beraadslagende examencommissie kunnen aanleiding geven tot vrijstellingen wanneer het jonge talent aan de voorwaarden bedoeld in artikel 41, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001, zal voldoen en zich zal inschrijven voor het hoger kunstonderwijs.

De afgevaardigden van de Regering brengen jaarlijks een verslag uit aan de Regering over de toepassing van deze maatregel.

Afdeling 5. — Beroepen

Onderafdeling 1. — Beroepen betreffende een onregelmatigheid tijdens het verloop van de proeven

Art. 51. Elk beroep betreffende enige onregelmatigheid in het verloop van de proeven wordt per aangetekende brief aan de secretaris van de beraadslagende examencommissie gestuurd, ten laatste binnen de drie werkdagen na de kennisgeving van de resultaten van de proef.

Het indienen van het beroep kan eveneens gedaan worden door een brief aan de secretaris. In dat geval wordt een ontvangstbewijs uitgereikt.

Art. 52. De secretaris van de beraadslagende examencommissie onderzoekt het beroep en brengt, ten laatste binnen de twee werkdagen na de ontvangst, een verslag uit aan de voorzitter van de beraadslagende examencommissie.

Art. 53. Binnen de werkdag volgend op de ontvangst van het verslag, roept de voorzitter van de beraadslagende examencommissie, een beperkte examencommissie samen bestaande uit zichzelf, twee leden van de beraadslagende examencommissie gekozen onder deze die niet betrokken zijn bij de aangehaalde onregelmatigheid. Deze beperkte examencommissie beslist tijdens de zitting, bij een formeel met redenen omklede beslissing waarvan aan de klager(s) binnen de twee werkdagen kennis wordt gegeven.

Onderafdeling 2. — Beroepen betreffende de weigering om inschrijving voor proeven

Art. 54. De student van wie de inschrijving voor de proef geweigerd wordt, kan binnen de drie werkdagen na de ontvangst van de kennisgeving van de weigering, bij de Inrichtende macht een klacht indienen per aangetekende brief.

Deze laatste deelt zijn met redenen omklede beslissing aan de student mee binnen de vijf werkdagen na het indienen van de klacht.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 55. De onderafdelingen 1, 3, 4, 5 en 6 van de afdeling 7, hoofdstuk IV van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

Art. 56. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 57. In artikel 8, tweede lid, van het besluit van 17 juli 2002 houdende organisatie van het examen voor de toelating in de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "in het eerste jaar" en de woorden "wanneer hij niet geslaagd is voor het eerste jaar", opgeheven.

Art. 58. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2013-2014 met uitzondering van de artikelen 43 tot 48 en 55 die in werking treden vanaf het academiejaar 2012-2013.

Art. 59. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 augustus 2013.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT